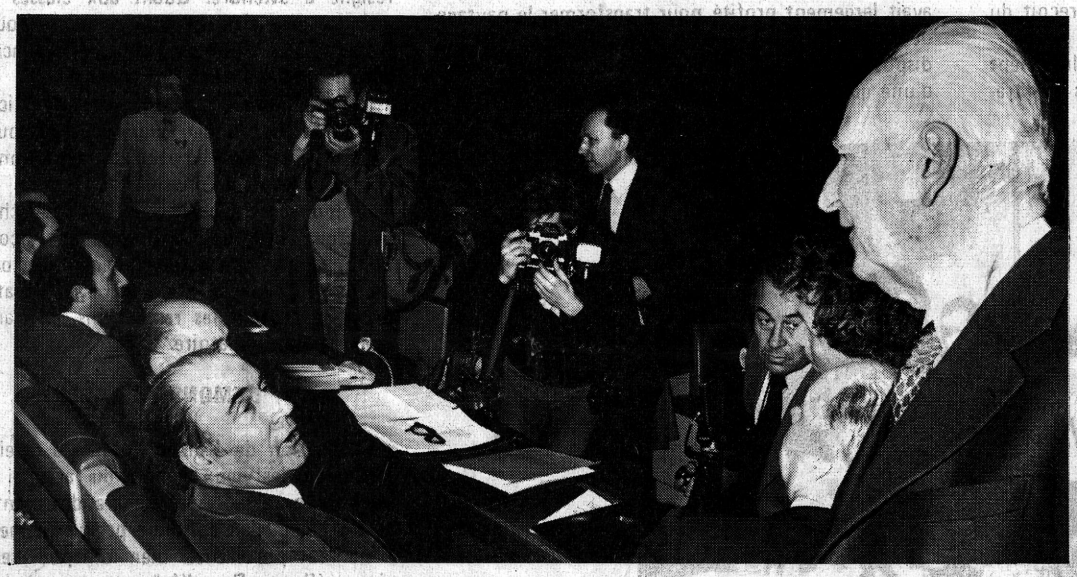
COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 20 MARS 1982 — N° 153 — PRIX : Antilles 2 F, France 3 F

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

FRANCE : LE RECUL DE LA GAUCHE AUX CANTONALES. Signe de la déception dans les rangs des travailleurs et celui de la mobilisation de la droite.



La gauche pusillanime...

Les élections cantonales en France viennent de mettre en évidence mieux que des sondages ce que pensent des millions d'électeurs.

Le recul de la gauche est réel et par rapport aux résultats des cantonales de 1976 et par rapport aux élections législatives d'il y a quelques mois.

Que des élections cantonales aient un caractère plus local que des législatives c'est certain mais il reste que toutes conditions étant égales et après un succès éclatant aux législatives de 81 la gauche n'a pas continué sur sa lancée électorale.

Bien au contraire. Le vote montre qu'une partie de l'électorat de gauche a fui tandis que celui de la droite s'est renforcé de façon importante.

Les élections ont au moins cette valeur qu'elles montrent mieux que tout sondage fictif les variations d'opinion dans la population.

Aujourd'hui, après plusieurs mois de gouvernement de gauche ce n'est pas un renforcement ou même à un maintien de la gauche que nous assistons mais à un recul dans l'opinion.

Les journauc titrent sur le thème de «l'avertissement sérieux» mais ce que la droite et les médias entendent par «avertissement sérieux», c'est en fait l'irritation et le mécontentement de la droite devant l'existence même d'un gouvernement de gauche. C'est toutes sortes de petites mesures et de demi-mesures qui irritent d'une façon générale la droite et la mobilisent. Tandis que ces mêmes mesures ne satisfont ni les travailleurs des villes, ni ceux des campagnes.

Les viticulteurs, et les paysans d'une façon générale, n'ont pas cessé depuis plusieurs mois de manifester assez violemment leur mécontentement. Dans les entreprises des patrons s'en prennent aux travailleurs en grève en montant des opérations-commandos contre des grévistes. Là où se posent des revendications particulières, régionales ou anti colonialistes (Corse, Martinique, Guadeloupe) le mécontentement persiste.

La gauche avait promis les 35 heures pendant les élections législatives et présidentielles, elle n'a accouché que d'une loi sur les 39 heures qui mécontente tout le monde car il n'est même pas dit clairement que c'est 39 h sans diminution de salaires.

Dans le milieu écologiste et dans la petite bourgeoisie des villes là aussi c'est la déception. Sur le nucléaire, sur les expériences nucléaires, sur la diminution du temps du service militaire le pouvoir s'est finalement applati devant l'armée et devant les intérêts économiques puissants qui sont derrière la réalisation des centrales nucléaires.

La gauche mène une politique pusillanime et lâche. Elle ne s'attaque pas aux riches et aux puissants. Elle cherche en permanence des détours et des gadgets politiques qui de demi-mesures en quart de mesures aboutissent à décevoir et écœurer les travailleurs.

Et elle se prépare à se faire renvoyer après avoir démoralisé les travailleurs. Ce que la bourgeoisie attend de ces politiciens de gauche c'est cela. Quand elle estimera qu'elle en a assez de ce pouvoir de gauche, elle trouvera le moyen de se débarrasser du gouvernement de gauche y compris même s'il faut violer ses propres règles parlementaires et démocratiques pour cela. Comme l'avait fait en son temps le général de Gaulle, venu au pouvoir en 58 appuyé par l'armée qui était en Algérie.

(Suite page 4)

Editorial

Progrès de la gauche en Guadeloupe et stabilité en Martinique

La gauche en général a progressé dans ces élections cantonales. Mais c'est surtout le parti communiste guadeloupéen qui marque des points. Il garde tous ses sortants (sauf Flémin) mais peut espérer avoir de nouveaux élus au 2e tour notamment à St François et Ste Anne.

Pour le parti socialiste il y a aussi des progrès dans ce sens que ses candidats étaient plus nombreux que par le passé et que le siège de Lacoma (RPR) est sérieusement menacé par Nabajoth du PS.

A Marie-Galante, 2 nouveaux conseillers de gauche ont été élus dont un s'affirme ouvertement anti colonialiste.

En Martinique, les choses sont restées dans le même état. La gauche n'a pas convaincu grand monde de plus que c'était le changement. Mais l'échec subi par la gauche en France n'a pas eu de correspondant en Martinique. Donc, bien que le PPM (parti de Césaire) ait fait une apparition plus marquée en commune, les choses n'ont pas tellement changé.

Donc si la gauche en France a des difficultés et a marqué un recul par rapport aux présidentielles et aux législatives, en Guadeloupe et en Martinique il n'y a pas eu le même effet. En France, l'électorat de droite a été mobilisée mécontent de la politique du gouvernement de gauche. Mais en même temps une forte partie de ceux qui font confiance à la gauche semble être déçue par ce que le gouvernement finalement ne répond pas à ce qu'ils attendaient.

Le gouvernement de gauche mobilise la droite mais déçoit la gauche et les travailleurs. Ces élections cantonales ne sont que le 1er coup de semonce.

Ici, le même phénomène n'a pas joué contre le parti communiste guadeloupéen. Car tout au long des premiers mois d'exercice de son mandat de député, Moutoussamy, n'a pas raté une occasion de montrer par ses discours et ses prises de position publics qu'il soutenait le gouvernement mais n'en était pas un inconditionnel. Le PC suit une ligne difficile de soutien sans engagement de sa part.

Le PC est bien obligé d'agir ainsi. Car il doit tenir compte du problème national qui est posé en Guadeloupe même si lui même n'est pas pour l'indépendance et le clame sans arrêt.

La droite locale semble fondre progressivement, mais cela est dans l'ordre des choses. Le président étant parti le pouvoir est passé à gauche pour l'électorat pro-français ou pro-

Suite p. 4

Exigeons la libération des jeunes emprisonnés à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre.

Sur les trois jeunes jetés en prison après la mort de Max Martin et l'attaque des vitrines, deux y sont toujours, l'un a été mis récemment en liberté provisoire, mais est toujours poursuivi par la justice.

Le jeune Marc Antoine ouvrier de la SCEFA qui avait participé à la grève, a été mis en prison après la mort du capitaliste Max Martin. Le prétexte serait qu'il aurait été vu au moment où une bombe a été envoyée dans la voiture d'un géreur de Martin plusieurs jours auparavant. Il n'y a aucune preuve sérieuse contre ce jeune. Pourtant voilà plus d'un mois qu'il est enfermé. Il a subi des sévices morales. Et la justice cherche même à l'interroger sur l'affaire de la mort de Max Martin.

Un autre jeune s'est retrouvé au poste à la suite de l'attaque des vitrines de magasins de blancs faite à l'aéroport du Raizet il y a une dizaine de jours. Là encore il semble que la justice n'ait aucune preuve sérieuse et formelle, contre ce jeune. Pourtant il est enfermé depuis lors à la prison de Pointe-à-Pitre. Sa famille n'a pas eu le droit de le voir.

Quant au 3ème jeune il a été emprisonné après que le pare-brise d'une voiture de gendarme ait été brisé devant la sous-préfecture. Là les gendarmes ont dit que ce jeune avait attrapé une «crise». Ils l'ont quand même enfermé pendant plus de dix jours et l'affaire suit son cours.

Dans au moins deux affaires sur les trois i apparaît que la justice blanche veuille s'achar ner sur de jeunes noirs alors même qu'elle n'a pas de preuves.

Par contre les vrais délinquants et crimi nels ceux qui ont pillé les caisses de la SO DEG, les trafiquants de la DDE, eux bénéfi cient de la plus grande mansuétude de l justice coloniale et du pouvoir.

Cette situation est absolument révoltante Il faut exiger immédiatement la libération im médiate des jeunes emprisonnés.

A BAS LA JUSTICE COLONIALISTE ET RACISTE.

L'EXPLOITATION IMPERIALISTE DES NO

Extraits d'un article de H. de Bresson du journal le Matin de Paris.

ETATS-UNIS LE MISSISSIPPI VICTIME DE REAGAN

Le programme économique de Reagan se traduit surtout par la compression des budgets sociaux et aggrave donc la situation de ceux pour qui l'aide publique, le «welfare» est parfois l'unique source de revenus.

Dans l'état du Mississippi, le plus pauvre des Etats-Unis où 20% de la population est noire, les conséquences des «choix économiques» de la Maison Blanche sont désastreux. Les coupes prévues dans le budget pour 1983 ne peuvent qu'aggraver les conflits raciaux et sociaux toujours latents dans le sud des USA. Voilà résumé ce qu'écrit en introduction de son article, H. de Bresson.

... Il y a six mois, Liz occupait ses journées à travailler dans les divers services administratifs de la petite localité, payée sur les fonds d'un programme de formation professionnelle. Mais la hache de Ronald Reagan est passée par là. Et il ne faut pas compter par les temps qui courent trouver autre chose, ni sur place ni même à Jackson, la «capitale», à une trentaine de kilomètres. Tout autour de Bolton, les petits agriculteurs se suffisent déjà assez difficilement à eux-mêmes. On n'est pas dans le delta, avec ses riches plantations de coton, ou le long du Mississippi, avec ses flots de touristes.

A vingt-trois ans, Liz s'en sort comme elle le peut en élevant tout seule ses deux enfants de deux et six ans. Au chômage, elle n'a guère été affectée pour le moment par les décisions prises à Washington et continue de vivoter sur les aides qu'elle reçoit du gouvernement fédéral et de l'Etat.

Ce n'a pas été le cas pour tous, particulièrement pour ceux que l'on appelle aux États-Unis les «travailleurs pauvres».

Dans son petit pavillon de la banlieue de Jackson, Calle Braun n'en revient pas encore. Employée dans un hospice de vieillards à raison de six heures par jour, elle n'avait guère de raison de penser qu'elle puisse être une de ces privilégiées profitant bassement des largesses de l'Etat providence.

Le quotidien était assuré. Plutôt bien que mal pour elle-même, ses quatre enfants encore à la maison et le bébé de sa fille aînée. Ce n'était pas non plus la fortune payée juste au-dessus du «SMIC» horaire. Calle ramène chaque mois 386 dollars. Mais elle recevait jusqu'en novembre un complément de 209 dollars au titre des «foods stamps», l'aide alimentaire fédérale, 92 dollars au titre de l'aide aux enfants à charge et surtout, allant avec cette dernière, une assistance médicale.

Aujourd'hui, il ne lui reste que 148 dollars de food stamps : autant dire que les fins de mois sont redevenues difficiles à boucler.

Calle Braun ne se retrouvera pas à la rue, mais, souligne Margaret Garner, animatrice du Fonds pour la défense des enfants, «c'est dur pour ces gens de se retrouver à la case départ après avoir cru être tirés d'affaire et s'être habitués à un minimum de services»...

... Premier maire noir de Bolton, où il avait été élu au début des années soixante-dix, après avoir été un militant particulièrement actif, Bennie Thomson, qui est responsable aujourd'hui de son canton, en avait largement profité pour transformer le paysage de sa petite commune de mille habitants. Celle-ci dispose désormais d'un centre de services sociaux, d'une garderie d'enfants, de logements à loyer modéré. En pleine zone rurale, personne n'avait jamais auparavant osé en rêver, surtout pas les exploitants agricoles blancs, qui dominent encore l'économie locale.



Dans le pays le plus riche du monde : la misère extrême frappe en priorité les noirs.



Les Noirs peuvent constituer l'avant garde révolutionnaire du prolétariat américain.

Or, depuis que l'austérité est de mise à Washington, la municipalité a perdu le programme CETA (Comprehensive Employment and Training Act), qui lui permettait d'employer une vingtaine de jeunes payés au «SMIC», il a fallu également réduire le nombre d'heures de service de la petite force de police locale. Enfin, les nouveaux programmes d'équipement sont pratiquement gelés.

L'incertitude ambiante ne favorise pas les grandes mobilisations. La grande majorité des personnes émargeant au budget fédéral ou celui de l'État se résigne à attendre. Quant aux classes moyennes, qui ont généralement voté en masse pour Ronald Reagan, elles n'ont pas encore commencé à réaliser comment elles allaient être touchées.

«C'est juste le début, constate Dick Molpus, chargé de coordonner l'aide reçue du gouvernement fédéral, le véritable impact des restrictions se sentira d'ici quatre ou cinq mois».

Impuissants à changer le cours des choses à Washington, les leaders politiques de la communauté noire, la plus menacée, cherchent surtout pour le moment à éviter que le Congrès de l'État, sous prétexte de répartir les restrictions, ne tranche d'une manière discriminatoire.

DEMONS DU RACISME

L'élection de Ronald Reagan a réveillé dans le Mississippi les vieux démons du racisme. Dans cette terre de broussailles et de grandes plantations, où le Ku Klux Klan continue périodiquement à sévir, il ne faut pas creuser bien loin pour retrouver les vieux réflexes. Dans l'échoppe encombrée du mécanicien de Bolton, où l'on vient tuer le temps en voisin, il n'est pas besoin de pousser beaucoup sur ce terrain les petits agriculteurs blancs du coin. «Ces filles nègres tombent enceintes et ensuite elles tirent tout ce Welfare», maugrée en sourdine un fermier des environs, la tête vissée dans sa casquette rouge vif.

«Les Noirs ont trop de Welfare... Ils ne veulent rien faire sauf si on les paie en dessous de table», opine l'autre. Un jugement assez répandu apparemment dans la population blanche...

... La réalité n'est pas si simple. Tout est fait, assure une militante pour les droits civiques, pour maintenir la population noire au niveau le plus bas possible. «Beaucoup de choses ont changé, mais beaucoup reste à faire, estime la directrice (noire) de la crêche de Bolton, le style a changé. On peut se balader dans la rue sans se faire appeler «nègre». Mais le racisme existe sous d'autres formes : refuser de créer des jardins d'enfants par exemple, ou ne pas passer telle loi pour améliorer l'enseignement. Vous savez que vous êtes qualifié pour un emploi, mais vous ne l'avez pas. J'y suis confrontée tous les jours. Mais c'est plus caché. C'est déguisé».

Les responsables du gouvernement local ne préfèrent pas s'attarder là-dessus. Tout est déjà assez compliqué sans cela. La récession économique, comme partout ailleurs, rend la situation imprévisible. On est tenu à une gestion au jour le jour. «Nous ne savons pas comment planifier. Il y a presque une crise du gouvernement», constate Ronald Roark. Si l'économie ne redémarre pas, cela veut dire toujours plus de chômage, donc à nouveau un accroissement des gens sur les listes du Welfare. Qui paiera ?

Au niveau du Congrès local, l'humeur n'est pas à une augmentation des impôts pour compenser la diminution de l'argent fédéral. Et de toute façon, fait remarquer Edwin Terry, un des représentants démocrates, on ne pourrait pas compenser. «Il faudra à nouveau tailler dans les programmes», conclut Dick Molpus, qui a récemment alerté les milieux d'affaires de la région, au cours d'une réunion, sur les conséquences sociales de la situation. «Personne n'y avait pensé avant», avoue ingénument James Powell, l'un des responsables de la chambre de commerce de Jackson.

D'autres l'ont fait pour lui. «Prédire des émeutes, c'est déjà les vouloir, confie Aaron Henry, un des rares sénateurs noirs. Mais dans la population, cela fait partie des discussions».

Henri de Bresson

L'IMPERIALISME US ET LES PAUVRES DE LA CARAÏBE

Du 8 au 18 mars se sont déroulées en Caraïbe les manœuvres de l'OTAN, «Safepass» 82. C'est plus spécialement dans le golfe du Mexique que se sont répandus les trente navires de guerre et les quatre vingts avions de combat américains, canadiens, britanniques, néerlandais, belges et allemands de l'ouest.

Tous ces pays sont effectivement membres de l'OTAN. Le sigle de cette organisation signifie Organisation du traité de l'atlantique nord. Il semble donc que les activités de cette organisation aient largement débordé vers l'atlantique centre et sud...

L'OTAN n'est pas à cela près.. Organisation d'entente militaire entre les principaux pays capitalistes, elle est en fait dirigée par les USA. L'impérialisme américain a parrainé une telle organisation pour soi-disant contenir l'influence soviétique et réagir en cas «d'attaque des troupes du pacte de varsovie».

Pour l'instant, ces manœuvres se situent bien dans le cadre de la pression exercée par les USA en caraïbe pour éviter de perdre le contrôle qu'ils exercent sur la plupart des pays caraïbes et d'Amérique centrale. Après la prise du pouvoir par les sandinistes au Nicaragua et la guerrilla au Salvador, Reagan multiplie les déclarations et les gestes «musclés» pour faire sentir que les USA ne sont pas prêts d'accepter que se multiplient des régimes tendant à échapper à sa sphère d'influence.

Les manœuvres militaires, c'est une façon de faire savoir cela à Castro, aux guerilleros salvadoriens et au gouvernement soviétique.

De plus, elles coincident avec l'augmentation du potentiel militaire US permanent dans la région et avec l'attention accrue portée par le gouvernement américain au bassin Caraïbe. Le plan d'aide économique de Reagan aux pays caraïbes entre aussi dans sa stratégie de sauvegarde de son influence dans la région et pour éviter que certains pays à la faveur de changements de régime ne basculent dans le camp soviéto-cubain.

L'impérialisme américain sait pertinemment que les masses pauvres des caraïbes sont à tout moment dans un pays ou un autre susceptibles de se révolter contre l'exploitation éhontée qu'elles subissent.

Cela fait de cette région du monde une région instable où peut surgir la colère des masses, très rapidement et très brutalement. La dictature haïtienne, les régimes iniques de Jamaïque, Dominique et d'une kyrielle de pays ne peuvent en aucune manière satisfaire les aspirations des masses pauvres de la caraïbe et parfois même les opprime affreusement. Cela ne peut que favoriser le ferment de la révolution chez les masses exploitées.

Que les masses pauvres, et les travailleurs de l'un de ces pays fassent irruption violente sur la scène politique -et en ce sens la Martinique ou la Guadeloupe ne sont pas de reste - voilà qui pourrait embraser la région...

C'est pour cela, pour intimider les peuples et pour le cas échéant briser leur élan vers leur propre libération que les USA font jouer leur biceps aujourd'hui -question de faire savoir qu'ils peuvent intervenir brutalement s'il le faut, demain. Rappelons nous le débarquement à St-Domingue en 1965.



Mais toute la puissance militaire, on le sait peut s'avérer impuissante face à la volonté inébranlable d'un peuple qui se bat. On l'a vu à Cuba, pays que malgré tout l'impérialisme américain n'a jamais pu destabiliser, on l'a vu au Vietnam où là encore il n'a pu briser, malgré des années de guerre la volonté d'un peuple.

Mais si aujourd'hui, les masses pauvres de la région prennent exemple sur la volonté et l'abnégation du peuple cubain et du peuple vietnamien en y ajoutant ce qui a manqué à ces peuples là pour aller plus loin, c'est à dire la force de la classe ouvrière, armée et organisée en direction politique et militaire de l'ensemble du peuple, eh bien, là peut se dégager une force irrésistible.

Une telle force révolutionnaire développerait la lutte non seulement au niveau caraïbe mais à l'intérieur de la citadelle impérialiste elle même, les USA. Cela pourrait aboutir à l'étranglement de la puissance impérialiste américaine.

Les Noirs pauvres des USA qui constituent la fraction importante et vitale pour l'économie de ce pays, ne pourront rester insensibles aux appels de leurs frères de la Caraïbe. D'autant plus que eux aussi connaissent les pires difficultés. Ils peuvent à l'intérieur des USA développer la lutte et affaiblir le colosse, voire le neutraliser. Car dans tous les grands centres industriels il y a beaucoup de Noirs, parfois ils sont même en majorité. Ils peuvent empêcher la machine économique de tourner. Ils peuvent expliquer au prolétariat blanc la nécessité de se battre aussi.

Les Noirs pauvres des Amériques ne sont donc pas dépourvus de possibilités de lutte face à la puissance de la bourgeoisie américaine.

En Martinique et en Guadeloupe, les masses pauvres peuvent contribuer à la prise de conscience de ce rôle quasi historique que tous les pauvres peuvent jouer dans la région, en s'éduquant et en s'organisant elles-mêmes, en développant la lutte révolutionnaire de classe contre les exploiteurs de tout poil.

P-J-C.

PAUVRES AUX USA ET DANS LA CARAIBE

A PROPOS D'UN REPORTAGE SUR HAITI:

L'EXTREME MISÈRE DE LA POPULATION SOUS L'OEIL COMPLICE DES RICH

La projection d'un reportage sur Haïti à la télévision la semaine passée a soulevé une très grande émotion en Martinique. Les images insoutenables d'un peuple réduit à l'état de sous-humanité par une clique étroite, celle des Duvalier, qui s'enrichit sur son dos, cela était montré aussi bien à l'hôpital, où viennent mourir les pauvres de Port-au-Prince, que dans la petite ville de Bouzi, où seuls 10% des enfants sont scolarisés dans des bâtiments qui n'ont d'école que le nom.

Et la conséquence de cette misère atroce, c'est l'émigration clandestine, par les boat-people. Et lorsque les partants arrivent à toucher la terre des États-Unis, ils sont emprisonnés dans les camps de concentration d'où ils ne peuvent sortir qu'à condition de retourner en Haïti, qu'ils viennent justement de fuir.

Et pendant ce temps, le sinistre dictateur Jean-Claude Duvalier fait organiser des conférences publiques obligatoires qui se déroulent sous l'œil des tontons-macoutes, brutes assoiffées de sang qui soutiennent le régime.

Ce régime pourri, qui détourne l'aide alimentaire internationale à son profit, qui a fait de Haïti le pays le plus pauvre de tout le monde, le régime de la famille Duvalier ne peut se tenir debout qu'avec l'appui des États-Unis, qui dominent toute la vie économique de ce petit pays.

Haïti, comme on le dit crûment dans le reportage est un faux état indépendant. C'est en réalité une colonie des États-Unis, dont les capitaux sont les plus importants et dominent dans la production du sucre ou de la bauxite. Le dollar, la monnaie des États-Unis, a cours légal en Haïti !

Les riches États-Unis, la principale métropole impérialiste du monde, maintiennent ce pays dans un état d'arriération, de pauvreté et de misère à peine croyables. Les États-Unis, dont le président Reagan se dit partisan de la liberté, non seulement tolèrent mais soutiennent activement un régime barbare où la liberté n'existe qu'en façade, où les dirigeants de l'opposition sont en prison ou en exil, où la torture et l'exécution sommaire sont érigées en principe !

Si Haïti «la perle des Antilles» est devenue un enfer pour les pauvres, au point qu'un million d'Haïtiens ont fui leur pays, la responsabilité en incombe non seulement aux dirigeants réactionnaires incapables et corrompus du régime, mais elle est largement partagée par leurs maîtres, les dirigeants américains, Reagan en tête. Qu'importe à tous ceux-là la misère des Haïtiens, qu'importe la détresse d'un peuple réduit au désespoir, pourvu que les profits sués par les



ouvriers du sucre, de la bauxite et des petites usines récemment installées, que ces profits rentrent !

Et si les reporters ont eu beau jeu de montrer cette responsabilité, il y en a une qu'ils ont esquivée, celle de l'impérialisme français. Si les capitaux français investis en Haïti sont bien moindres que ceux des États-Unis, il n'empêche que la France joue un rôle de tout premier plan en Haïti. Or il est extrêmement rare d'entendre un représentant français critiquer le régime haïtien. Le comble du cynisme avait été atteint en décembre 1980 par Galley, alors ministre giscardien de la coopération. Au moment où Duvalier emprisonnait, torturait et exilait des dizaines d'opposants haïtiens, Galley donnait un brevet de démocratisme au régime. Il est vrai qu'il fallait protéger les intérêts du Club Méditerranée qui y possède des kilomètres de plage privée, ou encore les intérêts des sociétés de construction qui y ont été actives lors des 5 dernières années.

Et dans l'un des domaines où le gouvernement français pouvait aider les pauvres haïtiens, il ne l'a pas fait : celui de la libre entrée des citoyens haïtiens dans les Antilles-Guyane. Les Haïtiens ne peuvent pas entrer librement aux Antilles pour y travailler. Récemment le gouvernement français a même instauré un visa et demandé une caution pour que les Haïtiens viennent ici. Le gouvernement «socialiste» de Mitterrand ne fait pas mieux que le réactionnaire Reagan.

Enfin, Haïti doit nous servir aussi d'avertissement, nous pauvres de la Martinique. Dans un pays où ce sont les riches qui dirigent, il y a toutes les chances pour que les choses évoluent comme en Haïti. La misère de Haïti n'est pas causée par l'indépendance, mais parce que la classe des bourgeois, des noirs riches, a en mains les destinées du pays. Cela peut nous arriver si nous ne prenons pas en mains propres notre avenir, si nous laissons les riches diriger notre pays.

Claire GOYA

L'aide de la France à la Dominique : pas désintéressée

Eugénia Charles, revenant de France, vient de recevoir du gouvernement français : 2 millions d'aide pour la Dominique. Cette aide financière est destinée au développement des sources d'énergie de l'île ainsi qu'à la réalisation de tout un programme de construction.

Le gouvernement français ne fait là aucun acte de charité. En réalité cette aide n'est pas désintéressée. Elle entre dans le cadre de la politique étrangère française qui est la recherche de marchés dans les pays sous développés. En contre partie la Dominique est un terrain sûr pour que les sociétés capitalistes françaises y investissent. Cette participation financière de la France au soi-disant «développement» économique de la Dominique n'est non plus sans intérêt politique. La Caraïbe est une région où se rencontrent différents pays menant une politique d'influence.

L'intervention du gouvernement français en Dominique par le biais de l'aide économique n'est pas nouvelle. Que ce soit sous le gouvernement de droite ou de gauche, la Dominique a attiré le regard après son indépendance. Les ex-ministres et les ex secrétaires d'état : Stirn, Dijoud... ont fait hier leur petit voyage de missionnaires en Dominique comme ceux d'aujourd'hui le font.

UERTO-RICO: manifestation étudiante eprimée dans le sang

De violentes bagarres ont eu lieu sur le campus universitaire de Rico-Piedras à Puerto-Rico, le 19 février dernier. Un corps de police spécialisé pour intervenir à l'Université est intervenu très brutalement et a aussi tiré sur les étudiants faisant plusieurs blessés. Ce corps spécialisé nommé «garde universitaire» est intervenu lors d'une manifestation des étudiants qui célébraient le premier anniversaire de leur comité de défense.

Cette manifestation survenait après une grève de cinq mois observée par les étudiants. Cette grève, les étudiants l'avaient déclenchée pour protester contre le triplement brutal des droits d'inscription à l'Université de Puerto-Rico. On peut donc facilement imaginer la colère des étudiants devant cette flambée des tarifs universitaires...

Le gouvernement ainsi que les dirigeants de l'université affichent une attitude totalement désinvolte face à ce problème et à la répression. Il semble que pendant que se déroulaient les manifestations réprimées dans le sang on trouva le recteur de l'université occupé à repeindre son yatcht. . .

Depuis, la répression continue de s'abattre sur enseignants et étudiants. 350 professeurs n'ont pas eu leur contrat renouvelé. Certains seront réengagés mais d'autres carrément licenciés par mesure de représailles.

A l'heure actuelle la tension n'est semble t-il pas retombée. La présence de la police sur le Campus face à des étudiants toujours en colère peut encore provoquer de graves incidents d'autant plus que les habitants de Rio-Piedras ont, pour certains, été aussi victimes de la répression policière.

Cet aspect de la situation à Puerto-Rico est donc édifiant sur l'état actuel de l'île.

En fait d'état associé aux USA, c'est bien d'un état colonisé et sous la férule de l'impérialisme américain qu'il s'agit.

Les étudiants qui ont déjà dans le passé et toutes ces dernières années mené des luttes importantes ressentent tout particulièrement à quel point est foulée leur dignité.

ECHOS DES ENTREPRISES

EDF MARTINIQUE

APRES LA GREVE

PK TOUJOURS MOBILISÉ

Les travailleurs de Pointe des Carrières ont dit à la fête de la Saint-Eloi qu'ils voulaient mettre fin aux conditions infernales de travail.

Nous nous sommes mobilisés, et étions prêts à faire grève tout seuls si nécessaire.

Sous notre impulsion les autres sections se sont mobilisées et nous avons mené ensemble une grève victorieuse. Nous avons accepté de suspendre notre mouvement.

Mais il ne faut pas que la direction croit qu'elle s'est débarrassée de nous à PK.

La liste de nos revendications est longue à l'usine.

Si la direction ne veut pas les satisfaire qu'elle se prépare à faire marcher sa centrale toute seule.

NOUS AVONS GAGNÉ LA PREMIERE MANCHE PREPARONS NOUS A GAGNER LA DEUXIEME.

Après deux jours de grève nous avons obtenu que la direction accepte :

- la création de 85 à 90 postes nouveaux
- l'amélioration des conditions de travail
- l'instauration d'un taux de repos compensateur pour ceux qui travaillent dans les nuisances
- une réunion à Paris pour discuter de l'application du statut

Nous avons par ailleurs obtenu un accord sur le paiement des jours de grève qui n'est pas négligeable.

Notre lutte a permis de démolir le mur d'obstination de la direction.

Elle a cédé sur une grande partie de nos revendications. C'est donc un pas en avant.

Il s'agit maintenant d'obtenir le reste des effectifs et la réduction du temps de travail.

COMMERCE-GUADELOUPE

POINTE A PITRE

KDIS-VILLE . NOTRE VIGILANCE A EU DU BON.

Alors que les années précédentes, la direction nous informait sur la valeur de nos primes d'inventaire, avant le 17 février, cette année, jusqu'au 17 c'était le silence absolu.

Alors, jeudi dernier, le 18, à la première heure, nous avons décidé d'envoyer nos délégués en mission dans le bureau de la direction.

Nous avions tous rejoint nos postes, mais nous attendions la sortie des délégués.

Effectivement, après être restés un bon moment à parlementer avec Pétrelluzzi, les délégués sont sortis avec un papier signé de la direction nous disant que les primes d'inventaire seraient remises début mars. Même pour obliger le patron à nous respecter et ne pas nous faire attendre sans aucune information, il nous faut nous mobiliser.

Maintenant nous attendons le mois de mars de pied ferme.

KDIS ENTREPOTS . NOUS AVONS DONNÉ UN AVERTISSEMENT A LA DIRECTION.

La direction avait annoncé qu'elle prévoyait des aménagements pour améliorer les conditions d'hygiène. Depuis des mois, si ce n'est des années, il n'y a eu aucun dépoussiérage, il y a des rats dans les travées. En quelques heures, nos blouses sont noires.

Comme jusqu'à ces derniers jours rien n'a été fait, nous avons décidé de lui faire savoir notre ras-le-bol. Nous avons arrêté le travail pendant 40 minutes.

Un collaborateur de Ffrench a reçu nos délégués et nous a assuré que les travaux d'aération seront faits en mars.

On l'a à l'œil.

CCUPATION DE JALMAR CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les ouvriers de l'entreprise Jalmar sont actuellement en chômage technique et ils occupent leur lieu de travail.

L'entreprise a été achetée en 67 par des békés, les frères Duplan. L'entreprise appartenait auparavant au béké Dormoy.

Depuis 1978 elle est gérée par un métropolitain, un certain Bourand, à qui le Crédit Martiniquais a consenti d'énormes facilités pour démarrer l'affaire.

Mais l'entreprise connait actuellement des difficultés financières, et naturellement le patron voudrait en faire supporter les conséquences aux travailleurs. L'entreprise risque de fermer ses portes et de mettre en même temps 33 employés et 12 poseurs au chômage.

Des démarches sont actuellement en cours avec la Préfecture pour trouver une solution.

En tous les cas il n'est pas question que les ouvriers en fassent les frais. Si l'entreprise doit fermer, il y a suffisamment de matériel dedans, de machines et autres outils pour que les travailleurs se paient sur le capital.

Une "élite" noire contre les travailleurs et les pauvres des Antilles.

Le système colonial se traduit notamment par un fait bien marquant c'est que dans un pays où la population est noire, ce sont des blancs qui dirigent. Les gens qui se trouvent aux postes de commande de la vie politique et économique sont blancs. Cela est indéniable : préfet, chefs de service, chefs militaires, représentants de la chambre de commerce, du sucre et du rhum sont blancs et la liste est longue...

Pourtant, il existe aussi dans le pays une petite bourgeoisie noire formée en grande partie de commerçants, membres des professions libérales (médecins avocats), enseignants. Cette petite bourgeoisie noire, n'a pour ainsi dire pas voix au chapitre. Si beaucoup de ses membres sont présents dans la vie sociale et politique, présents à la direction des municipalités et au conseil général, en réalité elle ne dirige rien et ne tient aucun poste de commande.

Les grandes orientations politiques et économiques sont prises par le gouvernement français à 7000 kms d'ici. Et sur place, le véritable pouvoir est celui des sociétés anonymes françaises et des békés qui sont les seuls véritables possédants de la Guadeloupe. Békés-banquiers-préfet continuent une sorte de triumvirat qui a en fait le véritable pouvoir local.

Pendant que les médecins, les avocats et les enseignants noirs pérorent au conseil général, c'est ce triumvirat là qui, en liaison avec le gouvernement assure le véritable pouvoir local.

La petite bourgeoisie noire dans son ensemble, aspire à la direction des affaires locales. Une fraction, pense ne pouvoir y accéder que par l'indépendance -C'est la fraction de la petite bourgeoisie représentée par le mouvement nationaliste indépendantiste, UPLG- une autre pense pouvoir y accéder par des transformations politiques dans le cadre du pouvoir colonial français : ce sont en particulier tous ceux qui se regroupent derrière les projets du gouvernement socialiste, qui voient dans le projet de décentralisation, et dans la politique du gouvernement Mitterrand en général le moyen pour la petite bourgeoisie noire d'accéder aux postes de direction des affaires locales.

La bourgeoisie coloniale française elle-même, tente, par le biais des socialistes au pouvoir, de ravaler la façade du vieux colonialisme. Et le gouvernement Mitterrand s'est d'ores et déjà engagé à mettre aux postes de direction des Noirs antillais, tout en conservant la barre. C'est le sens de toute la politique des socialistes pour les Antilles, c'est le sens des discours de Defferre et d'Emmanuelli, et c'est le sens des petits gestes déjà faits dans cette voie : nomination de Césaire comme chargé de mission par le gouvernement pour les questions culturelles, nomination d'un sous-préfet noir en Martinique, nomination d'un directeur de FR3 noir en Guadeloupe ainsi que d'un chef de rédaction noir, nomination d'un Recteur noir aussi.



Médecins, avocats, enseignants noirs au Conseil Général. . .

Et probablement dans l'avenir y aura-t-il d'autres nominations ; voire même un préfet noir... !

Voilà donc en fait comment doit se matérialiser le changement pour les socialistes au pouvoir.

Mais en réalité pour la population cela ne change rien, strictement rien. Qu'une élite noire aux postes de direction remplace les blancs, voilà qui ne peut aller dans le sens de ses intérêts. Quand on connait de plus le mépris que voue cette élite noire à la population, aux pauvres en général, il n'y a pas pour les travailleurs de quoi se réjouir à une telle perspective.

Ce mépris, les pauvres en ont déjà un aperçu au niveau des municipalités par exemple. Dans bien des cas, ils subissent le mépris de petits potentats noirs locaux et d'une façon générale ce mépris s'exprime par le fait que la plupart des maires ou des conseillers généraux n'associent jamais la population aux décisions et à l'organisation de ses propres affaires.

Et puis que signifie le remplacement de Blancs par des Noirs si 20% de la population active continue de rester au chômage, si les terres restent aux mains des grandes sociétés anonymes et des grands propriétaires fonciers, si une petite minorité continue de s'enrichir alors que la majorité de la population reste pauvre...

La petite bourgeoisie qui aspire à l'indépendance, elle, ne réclame en réalité pas autre chose, mais avec la différence que cette élite noire ait les rênes du pouvoir politique c'est-à-dire soit au pouvoir dans le cadre de l'indépendance politique du pays. Dans tous les cas que nous avons vus, les travailleurs, les pauvres, auront au-dessus de leur tête cette même petite bourgeoisie noire qui décidera pour eux ce qui est bon et ce qui ne l'est pas.

Le véritable changement ne passe pas par cette voie. Les pauvres des Antilles doivent pouvoir s'organiser pour décider eux-mêmes de tout ce qui les concerne. Pour cela ils doivent s'organiser eux-mêmes en camp des pauvres, en classe des exploités face au camp des bourgeois et petits-bourgeois. Leur intérêt à eux c'est que ce ne soient plus les bourgeois qui possèdent la terre, les usines et toutes les entreprises, mais eux-mêmes. C'est donc la lutte révolutionnaire des travailleurs et des pauvres pour ôter aux bourgeois leur moyen de domination, c'est-à-dire leur propriété privée - cette propriété acquise par le vol de la force de travail des ouvriers - c'est cette lutte-là qui aboutira au changement véritable. Une telle lutte ne peut aboutir que si les Noirs pauvres se donnent pour but de bâtir leur état, l'État des Noirs pauvres.

Cet État mettra fin à la situation inique d'aujourd'hui où un peuple noir est dirigé par un État Blanc, colonialiste et raciste de fait. Cet État Blanc sera remplacé par un Etat Noir. Et cela se fera au bénéfice de tous les Noirs du pays, tous ceux qui accordent une place primordiale au respect de leur dignité.

Mais un tel État des Noirs, pour qu'il puisse réellement ouvrir la voie à une perspective nouvelle, pour offrir la possibilité d'écrire une page nouvelle et riche de l'histoire du peuple Noir, ne doit pas être un État de riches, de privilégiés.

Le peuple des Noirs pauvres des Antilles ne peut pas se donner comme objectif d'être dirigé par des cadres noirs qui veulent simplement remplacer les Blancs au pouvoir.

Il y a mieux à conquérir que cela. Il y a un monde nouveau à gagner. Il y a une lutte grandiose et exaltante qui s'ouvre devant les Noirs pauvres et toute la jeunesse. Une lutte qui se donne pour but la fin du pouvoir blanc et raciste qui s'exerce directement aux Antilles dites «françaises», mais qui existe aussi de façon indirecte sur toute la Caraïbe et l'Amérique, sous la forme de l'impérialisme américain !

L'élite noire n'a cure de ces problèmes. Seules la générosité et la hardiesse du peuple des Noirs pauvres et de sa jeunesse permettront de balayer le pouvoir blanc ici, mais aussi de bâtir un état qui va relier la lutte d'ici à celle des Noirs pauvres de toute la Caraïbe et des États Unis.

Pierre Jean CHRISTOPHE

SUITE DE L'EDITORIAL

gouvernemental il s'agit maintenant de soutenir ceux qui sont du côté du pouvoir. Cela met un certain temps à se manifester nettement mais on le voit d'une élection à l'autre.

Probablement c'est plutôt le parti socialiste qui jouera le rôle de parti gouvernemental officiel ici et pas tellement le parti communiste.

Pour l'instant malgré les affirmations et réaffirmations pro-françaises des leaders du parti socialiste de passage (Emmanuelli, Defferre et autres Jospin), l'électorat de droite n'a pas encore bien compris où est son intérêt. Et donc il n'y a pas encore de ras-de-marée en faveur de la gauche socialiste officielle.

Pour les travailleurs ces élections ne changeront évidemment pas grand chose. Et c'est bien ce que semble dire au moins une partie des abstentionistes.

Il y a un pourcentage d'abstention plus élevé qu'en France. Bien qu'il ne soit pas plus élevé que dans les cantonales précédentes. Ce taux d'abstention se situe tout de même à plus de 53%. Une grande partie de la population ne se rend pas aux urnes pour n'avoir pas à faire un geste qui ne lui sert à rien et n'a aucune influence sur sa vie quotidienne.

«L'indifférence» dans ce cas a quand même un sens même si sa signification politique n'est pas claire, évidente.

Maintenant il reste que le progrès global de la gauche en Guadeloupe montre que la population ne reproche pas grand chose au nouveau pouvoir probablement parce qu'il n'en attend rien d'important. Cela montre aussi qu'en votant pour les socialistes et les communistes du PCG les électeurs ne craignent pas pour autant que cela les conduise à soutenir l'indépendance comme le disent les gens de droite. Alors que peut-on en déduire ? Que la population, en grande partie, ne craint pas l'indépendance et la fin du pouvoir colonial ou qu'elle ne croit pas à l'anticolonialisme du PC d'une part et du PS d'autre part ?

Seul l'avenir répondra à cela.

France: le recul de la gauche aux Cantonales

Suite de la page 1

Mais le drame c'est que derrière ce gouvernement de gauche, derrière cette gauche lâche et servile, il y a les travailleurs, il y a la population laborieuse dans son ensemble qui eux seront les victimes de la politique de soumission à la bourgeoisie de cette gauche.

Car si la droite devient musclée et plus déterminée, ce n'est pas seulement contre quelques petites entreprises en grève qu'elle sévira, mais aussi contre les gros bastions ouvriers, les grandes entreprises, pour derrière la gauche, mettre au pas les travailleurs. La politique menée aujourd'hui en France par les socialistes et les communistes est criminelle. Car elle prépare cette issue en permettant à la droite de devenir plus forte plus déterminée et plus offensive tout en affaiblissant et en désespérant les travailleurs déçus de leur politique.

L'alternative ce n'est évidemment, ni de donner des conseils «de gauche» à la gauche au pouvoir, mais de combattre sa politique au nom des intérêts des travailleurs.

Il y a une autre politique favorable aux intérêts des travailleurs, elle est à la fois dirigée contre la droite et contre la lâcheté et la pussillanimité d'une gauche prête à trahir les travailleurs.

CAPESTERRE BELLE-EAU

Lassés d'attendre : des familles de travailleurs occupent des logements neufs.

Au cours de la semaine dernière (du jeudi au samedi), une cinquantaine de travailleurs de Capesterre Belle-Eau et leurs familles ont occupé des logements en construction situés à l'entrée du bourg, dans l'allée des flamboyants et face à la résidence du même nom. A une partie de ces logements il ne manque que le branchement de l'eau et de l'électricité, une autre partie n'étant pas encore peinte. Mais il y a plusieurs mois que les travaux sont suspendus ou arrêtés.

Une délégation des occupants a été reçue par la municipalité, mais il semble que celle-ci entend faire évacuer les occupants par tous les moyens.

Ce mouvement d'occupation traduit en fait l'impatience de certaines familles devant la lenteur des travaux.

De plus, depuis plusieurs mois, le Maire de la commune étant hospitalisé, aucune réponse n'est donnée à ces familles qui n'arrêtent pas de se rendre à la Mairie pour demander la date de livraison des logements. Car il faut savoir que tous les occupants ou presque sont des habitants du quartier de Brest à Capesterre, un quartier dont l'essentiel des logements est composé de taudis, sans aucun confort (eau, électricité, WC...) dont les occupants sont mouillés en cas de pluies importantes. Toutes ces familles ont une demande de logement déposée à la Mairie. Et une dizaine sont des familles de travailleurs de la SCEFA ; cette entreprise dont les travailleurs n'ont pas touché un sou depuis plus de trois mois. Telle par exemple celle dont le mari et la femme sont tous deux employés à la SCEFA et qui ont dû abandonner le logement dont ils étaient locataires faute de pouvoir payer leur loyer depuis trois mois.

A Combat Ouvrier, nous soutenons fermement les travailleurs occupants dans leur action. Car il est proprement scandaleux qu'en plein vingtième siècle des travailleurs soient obligés de vivre dans ces quartiers qui ont nom Brest, Cayenne, à Capesterre, Lauricisque, Zamia etc à Pointe-à-Pitre, Boissard etc de ces quartiers que l'on retrouve dans toutes les communes des Antilles où des familles sont entassées et vivent dans des conditions inacceptables pour un être humain. Et en face, ce sont les scandales qui ont nom SODEG, Equipement où des milliards de francs des contribuables disparaissent dans les poches de profiteurs de tout acabit dont les noms ont défrayés la chronique ces temps derniers.

Et à Capesterre même les candidats à l'occupation sont nombreux. Car ce ne sont pas quelques dizaines de logements qu'il faudrait construire à Capesterre pour faire disparaître ces taudis, mais des centaines, voir des milliers de logements.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728